

Pierre Serne : « Les prolongements de la ligne 11 et du RER E pourraient être suspendus »

L'incertitude autour de la modernisation des transports en commun inquiète les élus régionaux, comme le souligne Pierre Serne, vice-président du Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif).

Le plan de modernisation est-il vraiment menacé ?

Pierre Serne. Oui. Non seulement l'Etat menace de ne pas être au rendez-vous sur des financements futurs, comme le Grand Paris Express, mais aussi sur des projets déjà adoptés, comme le contrat de projets Etat-région. En 2013 et en 2014, la part qu'est censée apporter l'Etat n'a pas été versée. En prévoyant de réduire de 11 M€ les dotations aux collectivités locales, notre capacité à financer ces investissements est incertaine.

Quels sont les projets les plus directement en danger ?

Si le financement d'Eole (*NDLR : prolongement à l'ouest du RER E*), qui représente 3 Mds€, n'est pas bouclé cet été, la SNCF et RFF nous ont prévenus qu'ils démantèleraient leur équipe-projet. Si cela arrivait, ce projet pourrait prendre des années de retard. **Le prolongement de la ligne 11 pourrait également être suspendu.** Nous sommes sur la corde raide.

Que préconisez-vous ?

Les grands élus du territoire doivent monter au créneau et mettre la pression sur le gouvernement pour qu'il sanctuarise certains secteurs, comme les transports en commun, qui sont créateurs d'emploi, et ce, dès cette année.

L'engagement pris par le Premier ministre, en mars 2013, de « réaliser intégralement » le Grand Paris Express et de moderniser réseau semble bien loin...

Son discours sur le Nouveau Grand Paris était un acte fort. Mais un an après, Bercy a repris la main et bloqué, voire détricoté, les annonces de Jean-Marc Ayrault. C'est d'ailleurs l'une des raisons de la sortie d'EELV du gouvernement. Comment avoir du poids alors que le Premier ministre lui-même est remis en cause ?

Sur cette question précise, faites-vous confiance à Manuel Valls ?

Ce sera en tout cas un vrai test pour les années à venir. Soit il maintient une position malthusienne de réduction des dépenses à tout prix, soit il reprend les choses en main et considère qu'il faut sanctuariser les transports en commun franciliens.